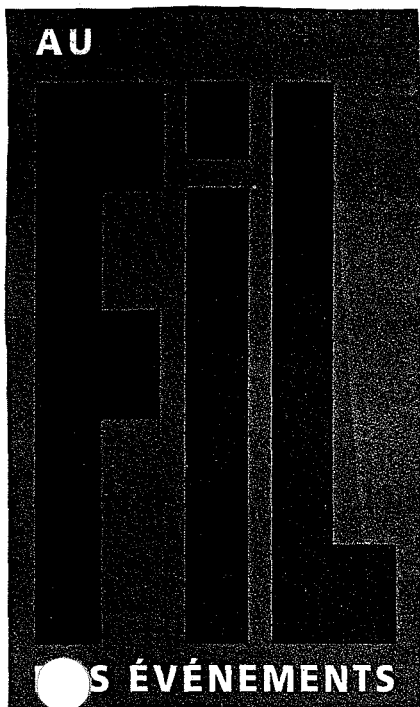


Pétrole: privatiser ou démocratiser?

Les pays de l'OPEP font face à de nouveaux joueurs et doivent, en même temps, se donner des règles du jeu plus transparentes.



La vague de privatisation et de déréglementation qui déferle sur le monde de l'énergie, et en particulier sur celui du pétrole, n'est peut-être pas la panacée aux problèmes que connaissent présentement les pays membres de l'OPEP. Voilà ce qu'a laissé entendre l'économiste Antoine Ayoub lors du discours d'ouverture du 10^e Colloque international d'économie pétrolière qui se déroulait les 19 et 20 juin à Québec sous le thème. «L'énergie: privatisation, déréglementation et mondialisation».

Selon le professeur du Département d'économie et président-fondateur de ces rencontres internationales, les pays de l'OPEP pourraient privatiser tout ce qu'ils ont nationalisé au cours des vingt dernières années sans changer quoi que ce soit à la situation actuelle qui prévaut chez eux s'ils ne se dotent pas d'organismes de contrôle démocratiques comme il en existe dans beaucoup d'autres pays. «Le problème n'en est pas un opposant organismes publics et compagnies privées mais il est plutôt de l'ordre de l'imputabilité et du contrôle démocratique des

institutions. Le gouvernement britannique de Margaret Thatcher a nationalisé BP, ce qui n'empêche pas les représentants élus de poser des questions au Parlement sur la gestion et les agissements de cette compagnie. Les pays de l'OPEP ne disposent pas de tels organismes de contrôle démocratique, tout le pouvoir est concentré dans le pouvoir exécutif et à la présidence.»

Des bouleversements en série

Depuis le choc pétrolier de 1973, le visage de l'économie pétrolière a connu bien des bouleversements qui ont eu leurs échos lors des dix rencontres internationales d'économie pétrolière tenues, depuis 23 ans, en terrain neutre, à Québec. «Un pays davantage réputé pour ses richesses en or blanc qu'en or noir», a souligné le ministre des Ressources naturelles, François Gendron, qui participait à l'ouverture du colloque. En général, ces bouleversements ont contribué à réduire la puissance de l'OPEP dans l'ensemble du secteur pétrolier. À l'instar des autres pays du monde, le Québec a réduit de près de moitié sa dépendance envers le pé-

trole dans son bilan énergétique global, a rappelé Antoine Ayoub. Par contre, la dépendance économique des pays de l'OPEP envers le pétrole n'a pas diminué. De plus, de nouveaux pays producteurs ont fait leur entrée en scène: la Syrie, le Yémen, l'Égypte, l'Angola, la Colombie et les pays de l'ancienne URSS. On attend aussi le réveil du géant chinois qui pourrait bien être assis sur des réserves pétrolières importantes. Bref, les possibilités d'exploitation sont vastes et les compagnies pétrolières ont le gros bout du bâton dans les négociations avec les pays possédant des réserves de pétrole sur leur territoire.

«Il y a seize ans, s'est souvenu Antoine Ayoub, j'avais été invité par un pays membre de l'OPEP à prononcer une conférence que j'avais intitulée «Après le pétrole, quoi?». Dans un contexte de privatisation et de déréglementation, la question se pose encore plus que jamais aujourd'hui pour ces pays.»

J E A N H A M A N N